Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

104-105 | 2006

Anthropologie et Histoire face aux légitimations politiques

L'entreprise entre idéal et utopie

La fermeture d'une institution publique

The Company between Ideal and Utopia: the Closure of a Public Institution

Marie Rebeyrolle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/590>

DOI : 10.4000/jda.590

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 307-326

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Marie Rebeyrolle, « L'entreprise entre idéal et utopie », *Journal des anthropologues* [En ligne], 104-105 | 2006, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/590> ; DOI : 10.4000/jda.590

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

Journal des anthropologues

L'entreprise entre idéal et utopie

La fermeture d'une institution publique

The Company between Ideal and Utopia: the Closure of a Public Institution

Marie Rebeyrolle

- 1 Les utopies et les idéologies sont comme les repères et les valeurs. Leur disparition est régulièrement annoncée et, tour à tour portées au pinacle ou déclarées obsolètes, elles donnent le sentiment d'être de plus en plus évanescentes ou, tel le Phœnix, de renaître constamment de leurs cendres, faisant l'objet de reconfigurations contribuant à redéfinir autant qu'à brouiller leurs contours incertains. Par exemple, la montée inexorable de l'individualisme a imposé à l'individu de devenir autoproduteur de lui-même, dans une relation spéculaire dont la consommation de Prozac serait à la fois le symptôme et le garde-fou, la tâche étant effectivement rude de devoir être soi-même naturellement, pleinement et, si possible, tout simplement (Dufour, 2003 ; Ehrenberg, 1998). Il n'empêche, si cet individualisme a sonné le glas des anciens repères et valeurs liés, en particulier, à l'appartenance à des collectifs producteurs d'identité tels que les syndicats, la famille, les Églises, etc., voire, pour certains, les classes sociales, cette affirmation d'une identité autosuffisante se présente aujourd'hui comme une nouvelle valeur emblématique de nos sociétés – porteuse d'autonomie, de liberté, de mobilité –, et un nouveau repère aussi solide que précaire, grâce auquel l'individu ne se reconnaîtrait plus que de lui-même et serait capable, dans un même mouvement, de s'affirmer autant que d'affirmer « c'est mon choix ». De même, l'épuisement et la disparition des grands récits de légitimation, notamment le récit religieux et le récit politique, marqueraient la dissolution des forces sur lesquelles reposait la « modernité classique », ainsi que notre entrée dans la « condition postmoderne », laissant place à une nouvelle ère, celle de l'essor de la mondialisation ou globalisation, dont la caractéristique première serait d'être sans alternative, autrement dit, par-delà l'idéologie et l'utopie ou, pourquoi pas, indicatrice de la fin de l'histoire.
- 2 Orphelins des anciens repères et valeurs nous rattachant à des collectifs, seuls face à nous-mêmes, nous serions ainsi également privés d'horizon autre que celui d'une mondialisation chaque jour plus présente et familière, désignant l'économie de marché comme le nouvel espace mondialisé de nos sociétés, à l'aune duquel se construiraient

notre propre identité et nos relations aux autres, dans un registre gestionnaire généralisé et tout-puissant. C'est pourquoi nous pourrions avancer qu'utopies, idéologies, valeurs et repères se rejoindraient sur leur disparition prophétisée, contribuant de la sorte à ce que le règne apparemment sans partage du libéralisme annonce l'avènement d'une réalité débarrassée de ses illusions et se présentant comme la seule possible.

- 3 C'est cette affirmation d'une réalité pleine et entière, indiscutable et inattaquable dont nous allons maintenant esquisser quelques traits, dans un premier temps au travers d'une analyse rapide de la tension entre utopie et mondialisation, dans un deuxième temps en reprenant certaines observations effectuées sur le terrain de l'École nationale supérieure des postes et télécommunications (ENSPTT)¹, dont la suppression est effectuée au nom du modèle et de la logique de l'entreprise privée, et dans un troisième temps en posant quelques hypothèses de mise en jeu d'un idéal – utopique ? – dont serait porteuse l'entreprise en tant qu'acteur majeur d'une réalité mondialisée semblant en voie d'achèvement.

Fin des utopies et utopie de la mondialisation

- 4 Il suffit de dire d'un projet, d'une idée ou d'une proposition qu'ils sont utopiques pour, le plus souvent, les discréditer radicalement, de sorte que ce qualificatif aurait le grand avantage de faire cesser toute discussion. Bien méritant serait alors celui qui essaierait de remonter la pente et de démontrer, preuves à l'appui, la justesse de ce qu'il avançait. Il lui faudrait, en particulier, réussir à prouver le caractère à la fois réaliste et réalisable de ce qu'il a suggéré, sachant que la distinction entre ces deux épithètes semble assez ténue, la possibilité de réalisation d'un projet dépendant en partie de l'évaluation de sa faisabilité, tel un cercle – vertueux ou vicieux ? – dans lequel ce qui est posé comme possible – réaliste – a d'autant plus de chance de le devenir – réalisable – qu'énergie, croyance et moyens sont mis en œuvre pour confirmer cette hypothèse.
- 5 Comment, dès lors, départager les projets réalisables des projets utopiques, ceux capables de venir s'inscrire dans la réalité de ceux restant suspendus hors de celle-ci ? La stricte rationalité, et son cortège d'analyses savantes et techniques, peut-elle assurer ce rôle validant le passage du projet à sa concrétisation ? Au contraire, faut-il se fier à l'inspiration créatrice « sentant » les choses et insufflant son énergie à une réalité constamment mobile ? Autant d'interrogations posant, dans un même mouvement, la question du statut de la réalité et celle de notre rapport à cette dernière, dans une dynamique oscillant entre domination et soumission, entre une volonté de travailler la réalité pour la faire à notre main, lui donner sens, et le sentiment qu'elle résiste et nous échappe chaque fois que nous croyons l'avoir enfin saisie. En ce sens, cette réalité pourrait tout aussi bien être le mur sur lequel viendraient achopper nos utopies, que l'espace des possibles ouvrant la voie à l'inédit, la création et l'innovation ; ce qui résiste à notre désir de toute-puissance – principe de réalité ? – ou le champ d'actualisation de toute réalité et réalisation humaines. Elle serait ainsi à la fois ce qui « est » – le principe-étalon à l'aune duquel tout projet ou action doit être mesuré –, et le résultat même de ce projet ou de cette action en tant qu'il ou elle a été réalisé(e).
- 6 Dans cette perspective, le qualificatif d'utopique serait un moyen de désigner l'écart entre ce qui est et ce qui pourrait être, entre une réalité présente et future, advenue ou potentielle, ouvrant de la sorte à une réflexion portant sur ce qui rend non seulement possible mais aussi souhaitable tel ou tel projet. Car si « tout ce qui est effectif est rationnel », selon la formule de Hegel, il n'en reste pas moins que tous les projets ne se

valent pas, de même que tous les événements ne peuvent être analysés selon leur seul degré de réalité qui, puisque ces événements se sont concrétisés, est le meilleur possible et le même pour tous. Comment, alors, comprendre notre « référence obsessionnelle au "concret" », notre « besoin incessant d'authentifier le "réel" » (Barthes, 1968) et, inversement, notre refus de tout ce qui peut relever du registre utopique, sinon comme une caractéristique particulièrement prégnante de nos sociétés avides d'une réalité incontestable autant qu'infailible, sur laquelle il serait possible de se reposer enfin, car elle serait débarrassée de toute idéologie ou utopie. Volonté de réel rendant d'autant plus nécessaire l'observation des effets qu'elle induit, en particulier en ce qu'elle invalide toute remise en cause selon, par exemple, la formule largement commentée de Margaret Thatcher : « There is no alternative ».

- 7 En effet, la mondialisation pourrait être le vecteur de ce désir de domination tendant à universaliser la réalité en l'enfermant dans une identité close sur elle-même. D'une part, dans sa version ludique, telle celle du « village mondial » portée par les nouvelles technologies, où chaque individu serait potentiellement relié à tous les autres, la terre ressemblant à une île de plus en plus familière dont tous les recoins auraient été explorés. Terre domestiquée, réalité globalisée, communication généralisée de et à tous, cette mondialisation porteuse d'ouverture, de transparence et de paix est cependant bien loin d'être effective, ressemblant au mieux à une utopie, une promesse, au pire à une élucubration naïve, voire dangereuse dans son aveuglement. D'autre part, la mondialisation dans sa version économico-politique, celle de la conquête et de la guerre des marchés, peut également donner le sentiment d'une réalité totalisée, globalisée et, en ce sens, maîtrisée, le terrain et les règles du jeu semblant clairement définis et connus de tous, même si leurs conséquences sont parfois douloureuses pour certains. Le terrain est, en effet, celui de tous les pays sans exception, chacun étant susceptible de jouer s'il le souhaite ; les règles pouvant, elles, se résumer à celle de la libre concurrence. Cependant, il est vrai qu'à y regarder de plus près le jeu n'est pas aussi simple qu'il y paraît, certaines considérations politiques venant influencer ces règles de base de l'économie de marché, de sorte que si « l'État ne peut pas tout », il peut néanmoins quelque chose, en particulier en termes de régulation, dans l'hypothèse où la « main invisible du marché » – chère à Adam Smith – s'avèrerait défailante ou simplement inadéquate.
- 8 C'est pourquoi cette mondialisation doit être comprise comme un processus combinant trois facteurs principaux (Bazin & Selim, 2001). Tout d'abord, l'éclatement du « bloc » communiste et la fin de la Guerre froide qui ont laissé au capitalisme et à l'économie de marché la possibilité de régner sans partage, de s'étendre à l'ensemble du monde, autrement dit, de se mondialiser. Ensuite, le développement des organisations et traités internationaux qui accompagnent et garantissent cette extension mondiale du marché, y compris lorsqu'ils se donnent comme objectif d'encadrer certains de ses effets. Enfin, la libéralisation des transactions financières et la financiarisation croissante du capitalisme qui, en se détachant de plus en plus de la production industrielle, tendent à marginaliser cette dernière et à la reléguer au rang d'une activité pouvant être délocalisée. La mondialisation ou globalisation désignerait de la sorte la nouvelle économie politique du monde, dans laquelle « les rapports politiques, économiques et idéologiques internationaux, à partir des années quatre-vingt, se restructurent autour de l'extension à l'ensemble du monde d'une économie de marché dominée par la financiarisation et l'endettement des États, en quelque sorte dans le vide créé par l'affaiblissement puis la disparition du système communiste » (Bazin, 2005). Si bien que cette mondialisation

serait l'expression de l'idéologie libérale qui, laissée sans alternative crédible ou, en tout cas, concrète, pourrait être porteuse d'une utopie inédite, celle d'une réalité inexorablement en marche et telle qu'il serait impossible d'en changer le cours, même si celui-ci devait se révéler hasardeux, voire violent ou destructeur.

Suppression d'une institution publique et suprématie du modèle de l'entreprise

- 9 Dans cette perspective, l'École nationale supérieure des postes et télécommunications (ENSPTT) et, plus précisément, le processus de décision conduisant à sa fermeture illustrent, à leur façon, cette dynamique de mondialisation. En effet, cette institution plus que centenaire a fermé fin 2002², alors même qu'elle centrait son action sur une politique de développement permettant d'écarter une telle éventualité. Nous allons donc rappeler préalablement trois des caractéristiques de cette école utiles pour esquisser les contours de ce terrain d'observation, avant de nous centrer sur les raisons explicites ou implicites justifiant sa suppression.
- 10 La première caractéristique de l'ENSPTT se concrétise par un état de changement permanent, renvoyant à une interrogation constante sur sa survie et son avenir, cette école faisant l'objet de réformes récurrentes, tant en ce qui concerne son organisation interne que sa pédagogie, ses enseignements, ses concours, ses profils de candidats, etc., aucune année ne passant sans que l'un de ces paramètres ne soit modifié, ces revirements, remises en question³ et réformes en tout genre pouvant d'ailleurs donner l'impression que l'ENSPTT résiste contre vents et marées et semble, en ce sens, insubmersible, voire, pourquoi pas, éternelle. Ce qui a l'avantage autant que l'inconvénient de pondérer le recours au changement comme clé du succès, la question de sa logique et de sa finalité restant entière, et cette école pouvant s'avérer un cas exemplaire de ce que l'on peut tout changer sans que rien ne change.
- 11 La deuxième caractéristique de l'ENSPTT est d'être le terrain de lignes de tension répartissant selon des critères stricts les personnes qui y travaillent, et s'actualisant au quotidien dans les modes de travail et de relation. La première de ces frontières est hiérarchique et distingue l'« équipe de direction » du « personnel », sachant que sa particularité est de se juxtaposer précisément à une deuxième frontière définissant les « bons » et les « mauvais » – les « compétents » et les « incompetents » –, de sorte que l'on se retrouve dans la situation d'une direction – posée comme compétente – ne pouvant que constater le manque de compétence du « personnel », ce dernier n'étant pas à la hauteur des défis à relever, voire faisant de la résistance. Si, maintenant, nous regardons, par exemple, comment ces deux frontières s'articulent avec celle de l'identité sexuelle, nous observons que sur quarante-quatre personnes, trente-trois sont des femmes et onze des hommes, six de ces derniers appartenant à l'équipe de direction et seulement trois de ces femmes faisant partie de cette équipe. Dans ce cadre, force est de constater que des hommes réputés compétents dirigent des femmes définies en majorité comme incompetentes, cette « sexuation » des relations de travail ayant bien sûr pour effet de poser les hommes en meneurs et les femmes en suiveuses, mais aussi, par exemple, de laisser entendre que les femmes représentent potentiellement ou effectivement un frein pour la survie de cette école.

- 12 La troisième caractéristique de l'ENSPTT renvoie à sa quête éperdue d'identité à la fois clairement définie et totalement floue. Ainsi, entre 1995 et 2000, quatre projets successifs sont élaborés et partiellement mis en œuvre afin de contrer une fermeture éventuelle. Sachant que ces projets, centrés sur le développement de nouvelles activités en complément de la formation des administrateurs PTT, sont systématiquement conçus à travers le filtre d'une nouvelle identité à conquérir. Par exemple, le séminaire de l'équipe de direction recrutée pour boucler et mettre en œuvre le premier projet se centre prioritairement sur la définition d'une nouvelle organisation interne et, seulement dans un second temps, sur les produits à lancer. Ce qui peut sembler assez paradoxal – il semblerait en effet logique de commencer par définir les objectifs, identifier les besoins, puis mettre en place une organisation adéquate –, et confirme la nécessité absolue et prioritaire d'asseoir une identité à travers une nouvelle organisation, les prestations elles-mêmes se retrouvant du même coup dépendre de cette dernière, voire être entravées par elle. Par exemple également, la composition et le périmètre des équipes changent annuellement, la formule « à l'ENSPTT, on sait changer une équipe qui gagne » étant d'ailleurs utilisée pour décrire cette soif inextinguible de changement qui, à défaut de s'ancrer véritablement dans des actions externes, alimente une frénésie incessante de transformations internes.
- 13 De ce point de vue, il n'est pas surprenant que la question d'un idéal à atteindre mettant cette école à l'abri d'un avenir incertain, l'aidant à pacifier ses relations internes, et lui permettant d'asseoir son identité, soit elle aussi constante. Ce qui se concrétise au travers de projets dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont particulièrement ambitieux. Ainsi, le premier projet a pour objectif de redéfinir l'ENSPTT en « grande école de formation supérieure pour l'ensemble des dirigeants actuels et futurs des entreprises de service public »⁴, lui octroyant de la sorte un périmètre plus large que l'ENA. Le deuxième projet la repositionne en « club pour les patrons », en « think-tank » pour les dirigeants des entreprises de service public, autrement dit, en réservoir à idées et lieu d'échanges pour cette population. Le troisième projet redéploie le premier projet en accentuant sa dimension internationale. Quant au quatrième projet, compte tenu des échecs partiels successifs, il réduit l'ambition de cette école en en faisant un « centre de ressources en management » pour La Poste. Or, ces quatre projets sont systématiquement présentés comme porteurs d'« excellence », reprenant à leur compte le langage managérial et entrepreneurial, par exemple en évoquant le « pragmatisme », la « performance » ou la « spécificité » du positionnement et des propositions qu'ils avancent.
- 14 Il s'agit donc chaque fois de concevoir un projet « idéal » qui ne pourra que satisfaire, voire enthousiasmer les entreprises clientes – majoritairement publiques –, dans la mesure où il leur offrira les outils de formation, réflexion et conseil leur permettant d'assurer leur transformation, cette dernière s'effectuant dans la perspective d'adopter le modèle de l'entreprise privée afin d'entrer de plain-pied dans la concurrence et le marché mondialisés. Cependant, non contente de vouloir proposer à ses entreprises partenaires des moyens d'atteindre ce modèle, cette école souhaite également « incarner un modèle de management » reproduisant à son échelle la mutation à accomplir. De sorte qu'un jeu à trois protagonistes s'esquisse dans lequel le premier – l'entreprise privée – est posé comme modèle par les deux autres – l'ENSPTT et ses entreprises clientes –, qui rivalisent d'énergie dans l'atteinte de cet idéal.
- 15 Examinons donc maintenant rapidement les raisons pour lesquelles cette école a échoué à incarner le « modèle de management » qu'elle promouvait, ainsi que le processus de déci-

sion ayant conduit à sa fermeture. La raison essentielle de cet échec semble a priori résider dans l'action engagée faisant montre d'un manque de réalisme ou d'une absence de prise en compte de la réalité ressemblant fort à un déni de celle-ci. Mais comment, dès lors, expliquer ce manque de clairvoyance qui ne semble pas avoir été réservé à la seule direction interne de l'ENSPTT, son conseil d'administration la suivant dans ses choix, tout en donnant, il est vrai, l'impression de ne pas se sentir concerné outre mesure, autrement dit, de « laisser faire » pour voir ou en attendant que les vraies décisions soient prises. Si tel est bien le cas, cela signifierait que cette école a été placée dans un espace-temps indéfini, un accord tacite et unanime se dessinant sur la nécessité de ne pas agir brutalement, chaque projet s'inscrivant dans un perpétuel recommencement promouvant inconditionnellement l'innovation et écartant sans sourciller ce qui a été fait au profit de ce qu'il faudrait réaliser. Dans cette hypothèse, le changement, bien loin de changer quoi que ce soit, se contenterait d'alimenter cette dynamique d'action en la colorant de nouveauté. Ce qui ne l'empêcherait pas, au contraire, d'être l'enjeu d'un pouvoir dont la maîtrise conférerait à ceux qui le possèdent la possibilité de se situer non pas dans mais au-dessus de l'action à entreprendre – cette dernière étant laissée à ceux qui n'ont justement pas le pouvoir –, orchestrant les jeux d'un pouvoir défini comme le bien suprême, celui d'édicter les règles et d'anticiper l'avenir, de maîtriser l'identité actuelle et future de cette école, c'est-à-dire de détenir les clés d'accès d'un réel demeurant inaccessible.

- 16 Le plus surprenant est que certains éléments de ce diagnostic sont connus avant même le lancement du premier projet, qui s'efforce justement d'en atténuer l'ampleur et de leur opposer une alternative, les projets suivants venant en renfort de cette démarche. Ce qui nous conduit à poser trois questions relatives au processus de décision ayant conduit à la fermeture de l'ENSPTT. Première question, le conseil d'administration, autrement dit, La Poste, France Télécom et le ministère de Tutelle étaient-ils véritablement partie prenante des différents projets, soucieux qu'ils réussissent et favorables à la survie de cette école ? La réponse n'est évidemment pas tranchée, mais une chance et des moyens ont été donnés, du temps laissé, la conclusion semblant advenir d'elle-même, sans que la décision apparaisse véritablement injuste ou arbitraire, « les choses étant ce qu'elles sont », la réalité étant ce qu'elle est, et le mouvement de l'histoire tendant vers une disparition progressive du secteur public dont la fermeture de l'ENSPTT représenterait un épiphénomène participant de ce courant inexorable. Deuxième question, cette école a-t-elle une part de responsabilité dans cette conclusion, certains errements, approximations, voire erreurs hypothéquant ses chances de réussite ? Son ambition démesurée et irréaliste, ses changements inadéquats et contre-productifs constitueraient effectivement autant de raisons expliquant sa fermeture. Cependant, il semblerait que son capital de séduction, dès l'amont relativement mince car fondé sur des critères peu attractifs tels qu'un siècle d'existence ou un ancrage dans la fonction publique, ait constitué le critère déterminant d'échec. En ce sens, la troisième question est alors de repérer en quoi ce critère de séduction aurait constitué un véritable point d'achoppement. Car les décalages entre les projets et leur réalisation ou entre les réorganisations et le fonctionnement effectif n'ont pas empêché les nouvelles prestations de rencontrer un marché et des clients, ni de recueillir un certain succès, tendant à confirmer que ce ne seraient pas tant l'action ou le changement qui seraient en cause que le déficit d'image et le manque d'attractivité eux-mêmes.

- 17 Nous serions donc dans la situation d'une école ayant repéré que le vent tourne, et cherchant à en suivre le mouvement en se construisant une nouvelle identité d'entreprise, seule à même de lui assurer un potentiel de séduction suffisant, cette identité s'avérant constituer la véritable cause de sa disparition. En d'autres termes, l'ENSPTT qui cherchait à incarner « un modèle de management » aurait disparu au nom de ce modèle. De sorte qu'à la question « pour quelles raisons et par quel processus de décision cette école a fermé ? », la réponse ne serait pas que l'ENSPTT a choisi une option erronée mais, bien au contraire, que c'est au nom même de cette option que la décision de sa fermeture a été entérinée, cette dernière confirmant la suprématie du modèle de l'entreprise privée et, en ce sens, la dynamique de mondialisation en marche.

Idéal de l'entreprise et entreprise idéale

- 18 Nous allons maintenant apporter quelques précisions relatives aux termes d'idéal, d'utopie et d'idéologie, avant de repérer – à partir du terrain de l'ENSPTT – en quoi l'entreprise en serait porteuse, dessinant, en particulier, un nouvel idéal dans nos sociétés en voie de mondialisation.
- 19 Commençons par le terme d'idéal, et reportons-nous au fameux mythe de la caverne de Platon, qui illustre sa théorie des idées selon laquelle ce que nous voyons, c'est-à-dire la réalité, ne serait que l'ombre de la vraie réalité, celle du monde des idées. En d'autres termes, la réalité ne serait qu'apparence et leurre, la philosophie rendant seule possible l'accès à la réalité aussi bien qu'à la vérité, celle des idées parfaites, achevées autant qu'éternelles, donnant naissance, par exemple, à la « cité idéale » platonicienne, stricte mise en acte de l'idée de bien – de justice – dans le registre du politique. Bien sûr, cette conception « idéaliste » supposant possible une connaissance vraie et totale du monde peut sembler aujourd'hui peu probante, en ce qu'elle se fonde sur un ordre et une vérité préétablis qu'il suffirait de mettre à jour. Cependant, elle perdure dans sa manière d'associer idéal et réalité comme les deux faces d'une même médaille, posant ainsi la question de la connaissance vraie de la réalité et de la perfection ou de l'imperfection de cette connaissance autant que de cette réalité.
- 20 Le terme d'utopie est, lui, forgé par Thomas More dans son récit éponyme publié en 1516 (trois ans après *Le Prince* de Machiavel), dont la première partie évoque sous forme de dialogues, par exemple, la soif de conquête, de pouvoir et d'argent des princes, certains mécanismes de spéculation financière aboutissant à enrichir les riches et appauvrir les pauvres ou, plus généralement, les principes très imparfaits de gouvernement et de justice tels qu'ils peuvent être observés. Ce tableau relativement sombre dessiné va, en ce sens, former un contraste saisissant avec la description effectuée dans la seconde partie qui présente en détail l'île d'Utopie et la vie des Utopiens, dont nous pourrions dire qu'elle est à la fois idéale, centrée sur l'harmonie et le bonheur, et source potentielle d'angoisse, tout semblant avoir été pensé et placé sous contrôle, autrement dit, parfait. Quoi qu'il en soit, deux éléments au moins caractérisent ce récit. D'une part, l'opposition est frontale entre la réalité présente, concrète, observable, décrite dans la première partie, et la réalité racontée, non directement vérifiable et donc supposée dans la seconde, l'utopie s'ancrant dans cet écart, cette opposition d'avec la réalité. D'autre part, et justement, le récit de « L'Utopie » ne cherche pas à réformer la réalité présente, mais se place délibérément ailleurs, dans un autre lieu dont la caractéristique première est d'être un non-lieu, un lieu privé de tout ancrage permettant de le désigner en tant que lieu, ce

qui est bien le sens étymologique du mot « u-topie » créé par More. Si, chez Platon, le lien entre idéal et réalité était donc fermement établi, chez More, en revanche, la relation entre ces deux termes se distend et le passage de l'un à l'autre devient problématique. Autrement dit, il s'avère impossible de se référer à aucun ordre préétabli permettant de trouver et de mettre en œuvre une organisation politique idéale ou parfaite, de même que la réalisation de cette dernière relève dorénavant d'un espace autre que celui de la réalité dans laquelle nous vivons. Source de promesse ou horizon à atteindre, l'utopie tirera, dès lors, sa force de son détachement de la réalité pouvant tour à tour s'entendre comme un déni ou un dépassement de cette dernière.

- 21 Le troisième terme, celui d'idéologie, est d'origine plus récente puisqu'il est forgé par Destruitt de Tracy en 1796 afin de définir un nouveau courant philosophique – dont cet auteur se réclame – se donnant pour objet l'étude des idées et de leur formation. Cependant, le terme d'idéologue devient rapidement péjoratif, désignant une attitude idéaliste déconnectée de la réalité. Avec Marx, l'idéologie va prendre deux acceptions successives, la première l'opposant à la réalité, la seconde à la science. Dans le premier cas, elle se définit en tant qu'« image inversée », « reflet inversé » de la réalité, moyen par lequel « le processus de la vie réelle est obscurci », ce mécanisme s'exprimant, en particulier, dans la religion. Dans le second, elle « s'identifie à tout ce qui est préscientifique dans notre approche de la réalité sociale », englobant de la sorte les récits utopiques qui sont eux-mêmes non-scientifiques, c'est-à-dire idéologiques (Ricoeur, 1997). Cette connaissance fausse de la réalité sociale est, plus précisément, celle de la classe dominante, en tant que moyen de marquer et masquer sa domination, la théorie marxiste étant censée lui opposer son analyse scientifique du fonctionnement réel du social. Bien sûr, cette définition peut paraître aujourd'hui datée, dépassée ou erronée, tout en perdurant dans son acception faisant de l'idéologie une construction et une conception du monde développées par des groupes sociaux, c'est-à-dire historiquement et socialement déterminées, leur analyse en disant autant sur le monde tel qu'elles le décrivent, que sur ces groupes sociaux qui en sont les producteurs. C'est, en particulier, la démarche reprise par Mannheim qui forge un « concept partiel » et un « concept général et total » d'idéologie, le premier caractérisant la manière dont chaque groupe social élabore sa propre conception du réel – les groupes dominants forgeant des idéologies de justification, et les groupes dominés des idéologies utopiques ou de contestation –, le second renvoyant plus généralement à la détermination sociale des idées.
- 22 De ces éléments de définition, nous pouvons conclure que l'idéal serait le double parfait de la réalité, et l'utopie un récit décrivant une société imaginaire organisée selon cet idéal de perfection – dans les deux cas sans présager de leur réalité effective –, tandis que l'idéologie serait un discours produit par des groupes sociaux sur l'organisation sociale effective à laquelle ils appartiennent. Dans ce cadre, le concept d'idéal et le récit utopique relèveraient eux-mêmes du registre idéologique, en ce qu'ils sont historiquement et socialement construits. De même, se pose la question du statut de tout discours prenant pour objet l'idéologie, en tant qu'il serait lui-même idéologique. Paradoxe insoluble, à moins de croire, comme Marx par exemple, en la possibilité d'un discours scientifique capable de se situer au-dessus de l'idéologie, c'est-à-dire de s'extraire du monde afin d'en produire la connaissance vraie. Ce qui paraît assez hasardeux et, en tout cas, fort improbable dans le domaine des sciences sociales, autrement dit, des disciplines se donnant pour objet la compréhension du social – de ce qui fait société –, dans ses dimensions culturelle, politique, économique, religieuse ou artistique. Faut-il en conclure

que, dans ce domaine, aucune connaissance vraie n'est possible ? Mieux vaut, très certainement, faire le deuil d'un métalangage plaçant l'observateur au-dessus de la mêlée, ce que l'anthropologie, d'ailleurs et par exemple, expérimente depuis son origine.

- 23 Venons-en maintenant à la question de ce qu'aurait à voir l'entreprise avec les registres de l'idéal, de l'utopie ou de l'idéologie et, en particulier, à ce que l'exemple de l'ENSPTT nous en dit. Dans ce cadre, les éléments de réponse s'organisent sur deux plans, le premier relatif à la dimension idéologique et utopique de la logique et du modèle de l'entreprise privée, le second à l'idéal de perfection qu'ils s'efforcent de mettre en œuvre.
- 24 Sur un premier plan, en effet, la suppression de cette école est exemplaire de l'extension progressive du modèle et de la logique de l'entreprise privée à toutes les sphères de nos sociétés, et représente un épiphénomène – ou un passage à l'acte ? – de l'entrée de France Télécom et de La Poste dans l'univers du privé, la décision s'apparentant à un choix du type : « ceci est indépendant de notre volonté, et s'inscrit dans un mouvement de l'histoire qui nous dépasse ». En ce sens, cette fermeture témoigne de la dynamique de globalisation promouvant fortement l'entreprise privée comme l'un de ses acteurs actuellement majeurs pour sa réalisation et sa réussite. Globalisation qui est un fait, une réalité, et non une hypothèse ou une idée, ce qui ne l'empêche pas, bien sûr, d'être l'objet de discours relevant, eux, de l'idéologie, le « There is no alternative » en étant une illustration, qui avance que si cette mondialisation est imparfaite, elle correspond néanmoins à la réalité de notre monde présent, la désignant ainsi non comme « le meilleur des mondes possibles », mais « le seul monde possible ». Si bien que l'ère « postmoderne » dans laquelle nous serions entrés signerait non seulement la fin des grandes utopies politiques et religieuses, mais également celle de toute utopie, cette dernière s'apparentant à d'autres temps où nous jouions à imaginer un monde idéal et parfait, tour à tour fascinant ou inquiétant, les contre-utopies, par exemple, n'ayant pas manqué de détailler l'inhumanité d'un tel monde – transparent, scientifique, aseptisé, naturalisé, déshumanisé... –, où l'homme n'est plus qu'un paramètre placé sous contrôle, autrement dit, n'a plus sa place (Zamiatine, 1920 ; Huxley, 1932 ; Orwell, 1948).
- 25 C'est pourquoi nous pourrions avancer que le modèle et la logique de l'entreprise privée sont portés par une idéologie les présentant comme la seule réalité possible, celle-ci réussissant le tour de force ou de passe-passe de se présenter comme la vérité du réel, dans un effet de vérité aussi imparable que tautologique énonçant qu'il n'y a de réalité que la réalité, et qu'il faut donc s'en tenir à ce qui est qui ne peut, logiquement, se récuser. Rien ne saurait alors prévaloir contre cette certitude englobant toute la réalité et rien que la réalité, le réalisme « opérationnel » et le « pragmatisme » venant en renfort de cette procédure imaginaire énonçant sa propre croyance en la réalité. Mais rien ne ressemble plus à une utopie que cette certitude instaurant le règne de la réalité posée comme pleine et entière – totale –, globale et mondiale – c'est bien ce que portent les termes de globalisation et mondialisation –, convertissant ainsi les homonymes en synonymes. C'est dans cette conversion – au sens de substitution et de croyance – que l'idéologie de l'entreprise devient une utopie. Et c'est grâce à cette conversion que les idéologies qui la contestent en sont réduites à critiquer ce qui « est » à partir de ce qui « ne peut pas être », puisque l'entreprise, au même titre que la globalisation, représenterait la vérité de la réalité. Tout ce qui s'en écarte ou tend à la contrer serait aussi vain et utopique que voué à l'échec, ce qu'illustre, à sa façon, la fermeture de l'ENSPTT, nous conduisant à repérer de quelle manière le modèle et la logique de

l'entreprise privée déclinent, au travers d'un idéal de perfection, cette dynamique à l'œuvre.

- 26 Sur un second plan, en effet, la volonté de cette école d'incarner un « modèle de management » alimente l'hypothèse, d'une part, d'un « idéal d'entreprise », c'est-à-dire d'un modèle auquel l'ENSPTT et l'entreprise elle-même s'efforceraient de se conformer et, d'autre part, d'une « entreprise idéale », au sens où cette dernière serait porteuse de toute-puissance en ce qu'elle serait la clé et la garante de la réalité.
- 27 Dans le premier cas, cet « idéal de l'entreprise » se concrétiserait dans une aspiration à toujours plus de performance, celle des individus et de l'organisation grâce à une optimisation constante des outils et des méthodes, une maîtrise des risques, un pragmatisme de tous les instants ou une transparence totale permettant de concrétiser un nouvel idéal de perfection, cette fois-ci atteignable, preuves à l'appui. Car ce désir de devenir une entreprise ne relevait pas d'une simple fantaisie propre à cette école, mais correspond bien à un impératif omniprésent dans nos sociétés où tout peut être, de plus en plus, pensé à partir d'un registre entrepreneurial combinant individualisme et liberté, dans le cadre d'une réalité mondialisée placée sous le contrôle de la performance. La précarité, voire l'exclusion, constitueraient, en ce sens, l'un des effets possibles de cette dynamique, sachant que ce ne seraient pas tant l'entreprise ou la globalisation qui seraient défailtantes que les individus eux-mêmes, selon qu'ils réussissent ou non à suivre le mouvement, la question de leur propre performance et capacité d'adaptation, de mobilité ou de rebond se posant alors. Faut-il en conclure que l'entreprise, dans l'idéal de perfection qu'elle promeut, pourrait s'apparenter au monde décrit par les contre-utopies dans lequel l'individu est réduit à la soumission et n'a plus sa place ? C'est, en tout cas, une hypothèse dont elle se défend, compte tenu de son mot d'ordre inlassablement repris et répété de disposer d'individus eux-mêmes entrepreneurs, c'est-à-dire capables d'être autonomes, flexibles, innovants, représentant un « capital humain » essentiel autant qu'indispensable, et renvoyant à ce nouvel impératif social intimant à chacun d'être créateur, autrement dit, de se construire sa place et se construire soi-même.
- 28 Dans le second cas, cette « entreprise idéale » serait indicatrice de la toute-puissance supposée de l'entreprise, en tant qu'acteur de premier plan dans la mondialisation, se posant comme un espace privilégié de déploiement de la réalité du monde. L'idéal ainsi affirmé serait celui d'une entreprise qui tient vaille que vaille, et en viendrait à jouer le rôle de repère dans sa tentative, certes parfois peu concluante, de s'ériger en étalon d'une réalité enfin maîtrisée et sous contrôle. D'une réalité que l'on affronte chaque jour en allant travailler, que l'on ne refuse pas de voir et que l'on accepte telle qu'elle est, parfois malléable, lorsque les résultats sont là, et parfois résistante, mais d'une réalité façonnée à l'image de l'entreprise, c'est-à-dire bien réelle. L'entreprise ne serait pas alors sans évoquer la « cité idéale » platonicienne, mettant en œuvre la vérité de la réalité, celle d'une cité dans laquelle la hiérarchie, l'organisation et le pouvoir seraient placés au service – grâce à une performance toujours meilleure – de la mondialisation du libéralisme. Si bien qu'elle pourrait s'apparenter à un « laboratoire », pour nos sociétés, leur permettant de tester la globalisation dans son fonctionnement et ses effets, ce qu'il leur faudrait mettre en place ou non, devenir ou non, dans un jeu de miroirs où l'entreprise serait posée en espace de projection recevant, renvoyant et masquant la quête, par nos sociétés, d'une « cité idéale ».

Conclusion

- 29 Cet idéal procède-t-il de la réalité ou de l'utopie ? La question reste bien sûr ouverte, laissant place aux jeux et affrontements des discours idéologiques, tour à tour soutenant ou dénonçant une situation indépassable ou indéfendable, irréfutable ou intenable. Faut-il alors s'en remettre à l'histoire qui seule pourra nous dire, après coup, le sens de notre réalité présente impossible à cerner dans l'immédiateté de l'événement ? Il n'en reste pas moins que si nous n'avons pas la distance nécessaire pour énoncer la vérité de ce que nous vivons, nous pouvons interroger cette croyance en une mondialisation marquant l'avènement d'une réalité enfin placée sous contrôle et censée énoncer, dans une tautologie aussi imparable que creuse, le tout du réel. Confusion tendant à évacuer toute croyance au nom d'une croyance suprême en une réalité maîtrisable par une raison toute-puissante assimilant les exigences de l'esprit scientifique au culte d'une rationalité militante. C'est dans cette croyance que l'utopie vient se nicher, dans cette revendication éperdue d'une réalité fiable nécessitant que nous croyions en elle et qui, par là même, nous conduit en un lieu autre, imprégné d'idéal, de sorte que l'équivalence absolue du réel et du vrai ainsi posée, qui aboutit à ce qu'il n'y ait plus rien à dire ni rien à faire que de se soumettre à cette réalité inéluctable, pourrait s'avérer n'être qu'un « effet de réel » parmi d'autres relevant du récit utopique.
-

BIBLIOGRAPHIE

- BARTHES R., 1968. « L'effet de réel », in *Œuvres complètes*, tome III. Paris, Seuil.
- BAZIN L., 2005. « L'enquête ethnologique, cristallisation des modes de relégation », in LESERVOISIER O., *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales*. Paris, Khartala.
- BAZIN L., SELIM M., 2001. *Motifs économiques en anthropologie*. Paris, L'Harmattan.
- DUFOUR D.-R., 2003. *L'art de réduire les têtes*. Paris, Denoël.
- EHRENBERG A., 1998. *La fatigue d'être soi*. Paris, Odile Jacob.
- HUXLEY A., 1932. *Le meilleur des mondes*. Paris, Plon.
- MORE T., 1516. *L'Utopie*. Paris, La Dispute.
- ORWELL G., 1948. 1984. Paris, Gallimard.
- PLATON. *La République*. Paris, Gonthier.
- REBEYROLLE M., 2006. *Utopie 8 heures par jour*. Paris, L'Harmattan (parution janvier 2006).
- RICŒUR P., 1997. *L'idéologie et l'utopie*. Paris, Seuil.
- ZAMIATINE E., 1920. *Nous autres*. Paris, Gallimard.

NOTES

1. Cette école constitue le terrain d'observation analysé dans ma thèse de doctorat d'anthropologie soutenue en 2005 à l'EHESS. Marie Rebeyrolle (2006).
2. L'ENSPTT est une école publique du secteur des postes et télécommunications ayant pour mission de former, depuis sa création en 1878, le « personnel d'encadrement supérieur » de ce secteur puis, à partir de 1945 et la création de l'ENA, cette même population désormais rassemblée en corps des administrateurs PTT (ADM PTT). D'ailleurs, jusqu'en 1992, ses élèves suivront deux des trois années de la scolarité ENA s'ajoutant aux deux ans de formation particulière à cette école. À la suite de la réforme des PTT, en 1989, et la création des deux entreprises, France Télécom et La Poste, l'ENSPTT acquiert le statut de Groupement d'intérêt économique (GIE) dont les trois membres fondateurs sont ces deux entreprises et leur ministère de tutelle. Parallèlement, jusqu'en 1975, elle sélectionne ses candidats uniquement par concours interne aux PTT, selon la logique de la promotion interne ou promotion sociale, avant d'ouvrir à cette date un concours externe destiné à recruter des candidats de niveau minimum bac+3.
3. Rappelons, pour l'anecdote, que la première hypothèse de fermeture remonte à 1899, un certain rapport Berteaux – du nom de son rédacteur rapporteur à la commission du budget de la Chambre – préconisant sa suppression pour quatre raisons : son caractère peu démocratique (inégalités de préparation et d'accès au concours), la nouvelle « caste de privilégiés » qu'elle suscite, son enseignement mal adapté et, enfin, ses coûts très élevés. La critique est donc radicale – inégalitaire, élitiste, mal adaptée, trop chère – et variera somme toute assez peu au cours du temps, bien qu'il faille plus d'un siècle pour se rendre à ces arguments et fermer l'ENSPTT.
4. Ces entreprises de service public, désignées par l'ENSPTT sous le terme d'« entreprises de réseau », sont représentées par leur directeur des ressources humaines au sein du conseil scientifique de cette école, et sont au nombre de treize : Air France, Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, Bull, Caisse des dépôts et consignations, Deutsche Telekom, EDF, France Télécom, GDF, La Poste, RATP, Renault, SNCF et Vivendi (ex-Générale des Eaux).

RÉSUMÉS

L'entreprise fonctionne sur le registre de la performance et du pragmatisme lui permettant de se présenter comme un espace privilégié de déploiement de la réalité. Dans ce cadre, elle promeut un idéal de perfection se fondant sur la croyance en une réalité pouvant être placée sous contrôle, participant ainsi de la dynamique de mondialisation actuelle se présentant comme la seule réalité concrète. C'est pourquoi l'entreprise aussi bien que la globalisation, dans leur souci d'énoncer le tout du réel, s'apparentent au récit utopique décrivant des sociétés parfaites, autrement dit, capables d'exprimer la vérité de la réalité.

A company operates on the level of performance and pragmatism allowing it to present itself as a privileged space of the deployment of reality. Within this framework, it promotes an ideal of perfection based on the belief in a reality that can be placed under control. In this way it contributes to the dynamics of contemporary globalisation that presents itself as the only concrete reality. This is why the company as well as globalisation, in their concern to state the

whole of the real, are connected to the utopian narrative describing perfect societies, in other words, capable of expressing the truth of reality.

INDEX

Mots-clés : entreprise, globalisation, idéal, idéologie, mondialisation, privatisation, secteur public, utopie

Keywords : company, globalisation, ideal, ideology, internationalisation, privatisation, public sector, utopia

AUTEUR

MARIE REBEYROLLE

Anthropologue